

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
51, boulevard Saint-Exupéry – CS 50121
03403 YZEURE CEDEX

Yzeure, le 18/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZINQ AUVERGNE

ZI du Pont Panay
BP 34
03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule

Références : 03-089

Code AIOT : 0005600090

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2024 dans l'établissement ZINQ AUVERGNE implanté LE PONT PANAY ZI 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule. L'inspection a été annoncée le 22/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite à la nouvelle autorisation d'exploiter accordée par arrêté préfectoral du 13 novembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZINQ AUVERGNE
- LE PONT PANAY ZI 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule
- Code AIOT : 0005600090
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ZINQ Auvergne appartient au groupe allemand ZINQ, un des premiers groupe de galvanisation en Europe. L'établissement est présent à St Pourçain/Sioule depuis 1978 et compte 130 salariés. Les outils de production, un ensemble de cuves de décapage des aciers et un bain de zinc fondu de 16 mètres de longueur, permettent de galvaniser environ 50 000 tonnes de pièces par an. L'ajout de 2 nouvelles cuves de rinçage et la modification du bain de dézingage ont eu pour conséquence l'évolution du classement ICPE de l'exploitation dans la catégorie seveso seuil bas.

L'instruction d'une nouvelle procédure d'autorisation a abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 13 novembre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de récolement confirme le sérieux de l'application par l'exploitant des dispositions de son arrêté préfectoral récent.

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
<p>Prescription contrôlée : La société ZINQ Auvergne, exploitant une installation de galvanisation à chaud et traitement de surface sise Zone Industrielle du Pont-Panay, dans la commune de SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :</p> <ul style="list-style-type: none">• En réduisant la quantité et/ou la toxicité des bains contenant des substances dangereuses pour le milieu aquatique et en réalisant un porter à connaissance au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;• En déposant un dossier de demande d'autorisation conforme à la sous-section 2 du chapitre unique du titre 8 du livre 1 du code de l'environnement. <p>L'échéance pour respecter cette mise en demeure est fixée au 15 juillet 2022.</p>
<p>Constats : Pour régulariser sa situation administrative, l'exploitant a choisi de déposer un dossier de demande d'autorisation le 10 octobre 2022 complété le 20 février 2023. L'instruction a abouti à l'autorisation d'exploiter délivrée par l'arrêté préfectoral n°2791/2023 du 13 novembre 2023. La demande de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé est donc respectée. La mise en demeure est levée sur ce point. Par ailleurs, le constat de non-conformité concernant la mise à jour de la situation administrative relevée suite à l'inspection du 22 mars 2022 est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2022, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ZINQ Auvergne, exploitant une installation de galvanisation à chaud et traitement de surface sise Zone Industrielle du Pont-Panay, dans la commune de SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé en transmettant au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques des différents paramètres pertinents ayant permis le calcul forfaitaire prévu dans l'annexe I ou dans l'accord de branche, ou le calcul spécifique proposé par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Le 3° du I de l'article 14 de la loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, modifie l'article 5. 516-1 du code de l'environnement et supprime l'obligation de constitution des garanties financières au titre du 5° de l'article R.516-1 du même code. De part cette modification du code de l'environnement, la mise en demeure de transmettre au préfet une proposition de montant des garanties financières accompagnée des valeurs et justifications techniques n'est plus applicable. Le deuxième point de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé est donc respecté. La mise en demeure sur ce point est donc levée. Par ailleurs, le constat de non-conformité concernant le calcul des garanties financières relevé suite à l'inspection du 22 mars 2022 est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2003, article 5.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux incendies
Prescription contrôlée : Toutes dispositions sont prises pour que les liquides répandus à la suite d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ne puissent gagner directement le milieu récepteur (mise en place de ballons gonflables sur les regards d'égouts et d'eaux pluviales ou tous autres dispositifs ayant la même efficacité). Les produits ainsi recueillis et ceux recueillis dans les ouvrages visés au présent titre sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traitée conformément au titre 6 du présent arrêté relatif aux déchets. « Les organes de commande nécessaires à la mise en service des ouvrages de confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. »
Constats : A l'issue de l'inspection du 22 mars 2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier le calcul du volume des 1300m ³ et le caractère suffisant de ce volume par rapport au volume d'eaux incendie estimé en cas d'incendie généralisé. L'exploitant a fourni les justifications du volume et de son caractère suffisant dans le volet "étude des dangers" de son dossier de demande d'autorisation déposé en octobre 2022. Le volume nécessaire calculé suivant la méthode D9 a été estimée à 971 m ³ . Le volume disponible de 1300 m ³ est donc suffisant. La non-conformité relevée sur ce point suite à l'inspection du 22 mars 2022 est donc levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/09/2000, article annexe I §5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de dépotage
Prescription contrôlée : Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.
Constats : L'inspection du 22 mars 2022 avait relevé concernant l'aire de dépotage d'acide chlorhydrique située côté Sud-Est du site, que le volume de la rétention associée à l'aire, la nature du matériau constituant ses parois ainsi que la présence d'un revêtement antiacide de celles-ci serait à justifier. Le volume de la rétention a été vérifié et est de nature à recueillir le volume des citernes de livraison. Par ailleurs, la rénovation de l'aire de dépotage et de la rétention (revêtement anti-acide) est budgétée en 2024. La non-conformité relevée à l'issue de l'inspection du 22 mars 2022 concernant la vérification du volume de rétention, la nature du matériau constituant ses parois ainsi que la présence d'un revêtement antiacide de celles-ci, est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Campagne mensuelle d'analyses sur trois mois consécutifs
Prescription contrôlée : [...] II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des

<p>substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.</p> <p>Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants :</p> <p>[...]</p> <p>Rubrique de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 => Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté : Six mois</p> <p>[...]</p> <p>Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu.</p> <p>Pour les établissements soumis à autorisation au titre de rubriques non mentionnées ci-dessus, la première campagne est réalisée au plus tard neuf mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Si l'exploitant est dans l'incapacité de respecter ces délais, il informe l'inspection des installations classées en justifiant cette incapacité. Il transmet les résultats par voie électronique dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après le délai initial.</p> <p>III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p> <p>[...]</p> <p>Constats : L'exploitant a mandaté la société SOCOTEC pour réaliser les prélèvements et analyses des PFAS des eaux vannes du site. Les prélèvements ont été faits en janvier et en février. Ils sont programmés en mars. Les résultats sont attendus. La société SOCOTEC a du retard dans la production des résultats sur les prélèvements de janvier et de février.</p> <p>D'après les exigences de l'article 4 de l'arrêté ministériel susvisé, les prélèvements et résultats auraient dû être produits pour le 30 décembre 2023 au plus tard.</p> <p>L'inspection note que les démarches sont enclenchées et les mesures faites ou programmées. Dès les résultats obtenus de la part de SOCOTEC, l'application GIDAF sera à remplir.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Évolutions projetées des installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :</p> <p>Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :</p> <p>Rubriques ICPE - régime A : 3230-c, 3260, 2567-1a, et 4510-1,</p> <p>Rubrique ICPE - régime DC : 4511-2,</p> <p>(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)</p>
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pour l'instant pas de projets d'évolution des installations

du site impactant la situation administrative. L'arrêté préfectoral en vigueur récent du 13/11/2023 reflète la situation actualisée en termes d'installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réglementation IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen
<p>Prescription contrôlée : Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3230 relative à la transformation des métaux ferreux par application de couches de protection de métal en fusion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF FMP.</p> <p>Les prescriptions de la présente autorisation sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 du Code de l'environnement et des articles R. 515-70 à 73 du même code.</p> <p>Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative au BREF FMP « Industries de transformation des métaux ferreux ». La première publication en ce sens date du 4 novembre 2022.</p> <p>Les installations de galvanisation et de traitement de surface de l'exploitant respectent les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le décapage et le dézingage s'effectuent dans des cuves séparées afin d'éviter la production d'acides usés à forte concentration en zinc et en fer ou de réduire leur quantité à éliminer. 2. Pour les solutions de dézingage, employer des techniques de valorisation des solutions usées à forte concentration en zinc sur site ou hors site. 3. Le temps de trempage dans le bain de zinc fondu est limité à la durée nécessaire pour atteindre les spécifications concernant l'épaisseur du revêtement. 4. Les pièces sont retirées aussi lentement que possible du bain de zinc fondu. <p>Constats : Suite à la publication au JOCE des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative au BREF FMP "industrie de transformation des métaux non-ferreux", l'exploitant a transmis le 5/12/2023, via l'application GUN, son dossier de réexamen.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Nombre de points et conditions de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conduits et installations raccordées</p> <p>Conduit N° 1 : Bain de galvanisation (Zinc fondu à 450 °C), traitement par injection de chaux et filtres à manches</p> <p>Conduit N° 2 : Brûleurs du bain de zinc fondu et séchoir (puissance thermique de 7 040 KW, combustible : Gaz naturel)</p> <p>Conditions générales de rejet</p> <p>Conduit N° 1 : Hauteur de 19,5 m, Diamètre de 1,70 m, Débit nominal de 110 000 Nm³/h, et vitesse mini d'éjection de 11,2 m/s</p> <p>Conduit N° 2 : Hauteur de 19 m, Diamètre de 0,6 m, Débit nominal de 1189 Nm³/h, et vitesse mini d'éjection de 14,2 m/s</p> <p>Constats : L'exploitant confirme les deux rejets canalisés existants. Il n'y a pas dévolutions concernant le nombre de rejets canalisés depuis la date de l'arrêté préfectoral en vigueur.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques canalisées
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance des rejets n° 1 et n°2 tel que demandé au § 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter susvisé.
Constats : Concernant le rejet n°1, les mesures des rejets ont été réalisées le 16 octobre 2023 par la société DEKRA. Les résultats des mesures respectent les valeurs limites de rejet fixés par l'arrêté préfectoral. Les dernières mesures ont été faites en février 2024 par la même société. Le rapport d'analyse n'a pas été fourni par DEKRA. L'exploitant respecte la fréquence de surveillance trimestrielle fixée dans son arrêté préfectoral. Concernant le rejet n°2, les mesures des rejets ont été réalisées le 12 juin 2023 par la société DEKRA. Les résultats des mesures respectent les valeurs limites de rejet fixés par l'arrêté préfectoral. L'exploitant respecte la fréquence de surveillance annuelle fixée dans son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : [...] Prélèvement maximal annuel : 3000 m3/an à partir du réseau d'eau de la commune de Saint-Pourçain-sur-Sioule [...]
Constats : L'exploitant indique avoir prélevé en 2023 environ 1590 m3 ce qui est largement inférieur à la limite fixée par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :...(eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux de refroidissement, eaux vannes, etc.) Les acides de décapage usés, les solutions de dégraissage usées et les solutions de fluxage usées sont traités de manière appropriée en vue de leur recyclage/valorisation ou de leur élimination en tant que déchet. Ces résidus liquides ne sont pas rejetés dans le réseau d'eaux communal ou directement dans le milieu naturel. De même, les solutions de rinçage sont recyclées dans la composition des bains de l'installation de traitement de surface.

<p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :</p> <p>Pt N°1 Eaux pluviales : exutoire dans le réseau communal des eaux pluviales, milieu récepteur : Rivière Sioule - code Sandre FRGR0273, et conditions de raccordement : Séparateur d'hydrocarbures</p> <p>Pt N°2 Eaux vannes : Réseau communal des eaux usées, milieu récepteur : station d'épuration de St Pourçain/Sioule - Code Sandre 0403254S0004 et conditions de raccordement : Convention et autorisation</p>
<p>Constats : L'exploitant confirme que le réseau de collecte des eaux pluviales et des eaux vannes est séparatif.</p> <p>Concernant les eaux vannes, l'exploitant doit prendre contact avec l'exploitant de la station d'épuration de Saint-Pourçain-sur-Sioule exploité par la communauté de communes de Saint-Pourçain pour élaborer la convention de rejets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 12 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réfrigération en circuit ouvert</p>
<p>Prescription contrôlée : La réfrigération en circuit ouvert n'est pas autorisée.</p>
<p>Constats : L'exploitant confirme qu'il n'y a pas de réfrigération en circuit ouvert sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Surveillance des prélèvements et des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise les contrôles suivants :</p> <p>Les paramètres MES, DCO, DBO5, Zn, et indice hydrocarbures sont contrôlés à une périodicité annuelle.</p>
<p>Constats : Le dernier rapport de contrôle sur les paramètres MES, DCO, DBO5, Zn, et indice hydrocarbures a été réalisé par la société DEKRA en octobre 2023 sur la base du précédent arrêté préfectoral d'exploitation. Les résultats de mesures ne révèlent pas d'anomalies par rapport aux concentrations maximales fixées.</p> <p>La prochaine mesure est prévue en octobre prochain sur la base des concentrations maximales fixées dans l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques et les sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée : Les trois piézomètres (référéncés PZ1, PZ2 et PZ3) font l'objet d'une surveillance quinquennale pour les paramètres Zinc, Fer, et Nickel.</p>

<p>Constats : L'historique des mesures réalisées sur les eaux souterraines montre que l'ensemble des paramètres restent sous les seuils de référence à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> -du zinc sur le Pz2 qui a ponctuellement dépassé en juillet 2021 la valeur limite de qualité des eaux brutes en vue de sa potabilisation, -du fer sur les 3 Pz qui dépasse la valeur limite eau potable. <p>Ces valeurs qui sont relativement stables dans le temps justifient un passage à une fréquence de mesure quinquennale telle que prévue par l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2023. La prochaine série d'analyses est prévue en février 2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 15 : Surveillance des sols

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 3.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements et analyses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation en date du 10 octobre 2022 ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.</p> <p>Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans. La prochaine campagne sera effectuée durant l'année 2032.</p>
<p>Constats : La surveillance des sols a été effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation en date du 10 octobre 2022 réalisé par DEKRA. La prochaine campagne sera à réaliser durant l'année 2032.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Protection du cadre de vie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des niveaux de bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la signature du présent arrêté, puis tous les 5 ans.</p>
<p>Constats : La dernière étude des niveaux sonores générés par l'exploitation a été réalisée en mars 2023 par la société DEKRA. Les résultats de l'étude indiquent un dépassement d'émergence (4,5 dB(A) par rapport à la limite de 3 dB(A)) sur la période nocturne au point A (voir plan de situation en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation).</p> <p>Sur ce dépassement, l'exploitant indique qu'il est récurrent depuis des années, qu'il n'y a pas de plaintes des riverains et qu'il n'y a pas eu de signalement durant l'enquête publique de la dernière procédure d'autorisation en 2023. La génération des niveaux sonores est due à l'entrechoc des pièces métalliques lors des opérations de manutention. La fermeture du bâtiment a été une disposition prise pour réduire les bruits émis sans que cela soit suffisant pour réduire l'impact en dessous de la valeur limite réglementaire. Une seconde disposition prise par l'exploitant pour réduire le bruit est de faire évoluer en tout électrique le parc des chariots automoteurs thermiques.</p> <p>L'exploitant étudiera d'autres possibilités de réduire les nuisances sonores.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 17 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu
Prescription contrôlée : L'ensemble des bâtiments et installations sont construits selon les éléments décrits dans la demande d'autorisation du 10 octobre 2022, modifiée le 20 février 2023 susvisée. Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant confirme que le bâtiment d'exploitation n'est pas équipé de murs coup-feu et de portes coupe-feu
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 6.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.
Constats : L'exploitant a réalisé les contrôles réglementaires de ses installations électriques, contrôles aussi demandés par son assureur qui lui a délivré les certificats de conformités Q18 et Q19. Le dernier rapport de contrôle en 2023 des installations électriques par thermographie infrarouge ne relève pas de non-conformités à corriger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 6.1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins de secours
Prescription contrôlée : Les engins de secours peuvent accéder au site par l'entrée principale de l'établissement au niveau de la route de Rachailier au nord-est du site. Un accès secondaire est également possible au nord-ouest du site toujours au niveau de la route de Rachailier. Les voies de circulation et accès sont délimités, maintenus en constant état de propreté et dégagés de tout objet susceptible de gêner le passage. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et ouvertures des installations.
Constats : L'exploitant a vu avec le SDIS le sujet de l'accessibilité des engins de secours. Le SDIS n'a pas émis de demande complémentaire pour l'accès des engins des sapeurs-pompiers. L'aménagement de l'accessibilité est considéré satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 6.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement des déversements et pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose

<ul style="list-style-type: none"> - d'une rétention d'un volume de 966,65 m³ associée à l'installation de traitement de surface. - d'une rétention d'un volume de 20 m³ associée aux cuves de stockage d'acide chlorhydrique. - d'une rétention déportée d'un volume de 43 m³ associée aux stockages et aux opérations de dépotage de ces mêmes acides. <p>Le confinement des eaux incendie est effectué par une rétention matérialisée par le parc à « ferrailles » extérieur dont le volume disponible est au minimum 1300 m³. Cet espace de rétention en forme de cuvette est relié aux réseaux d'eaux pluviales muni d'une vanne de fermeture actionnable en toute circonstance.</p>
<p>Constats : L'exploitant confirme que les volumes de rétention demandés par l'arrêté préfectoral sont respectés. Concernant le volume de rétention des déversements et pollutions accidentelles, l'exploitant précise qu'il dispose d'un volume disponible de 1300m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 6.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, POI</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude de dangers au plus tard le 30 juin 2024.</p>
<p>Constats : La rédaction du plan d'opération interne (POI) est en cours.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2023, article 6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents liés au vieillissement</p>
<p>Prescription contrôlée : Les installations et équipements figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale font l'objet d'un suivi spécifique afin de prévenir les risques d'accidents liés à la vétusté et au vieillissement de celles-ci et de s'assurer de leur niveau de sécurité. Pour ces installations et équipements, l'exploitant établit un état initial, un programme de surveillance et met en œuvre un plan d'inspection conformes aux dispositions des articles 2 à 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'état initial, le programme de surveillance et les résultats de cette dernière, les justificatifs des interventions éventuelles sont tenus à la disposition des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique que l'équipe de maintenance du site vérifie une fois par trimestre l'état des cuves, des stockages et des rétentions, l'étanchéité est aussi vérifiée. La dernière série de vérification a été faite en décembre 2023. Le bain de zingage fait l'objet d'un contrôle d'épaisseur. Il y a deux contrôles réalisés sur la durée de vie d'une cuve en acier. La dernière vérification de l'épaisseur du bain de zingage date de janvier 2023. D'après ces mesures le changement de cuve est prévu pour décembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>